



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet National Cybercrime Solution Projec Solution nationale en matière de cybercriminalité	
Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-205915/D	Amendment No. - N° modif. 013
Client Reference No. - N° de référence du client M7594-205915	Date 2021-06-18
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-155-39352	
File No. - N° de dossier 164xl.M7594-205915	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-07-13 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kumar, Rajesh	Buyer Id - Id de l'acheteur 164xl
Telephone No. - N° de téléphone (613) 914-7906 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification 013 de l'invitation à soumissionner vise à :

- 1. Mise à jour de la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, Section 7.33 - Priorité des documents**
 - 2. Afficher les questions et réponses**
-

L'invitation à soumissionner est modifiée comme suit :

1. La Partie 7 – Clauses du Contrat Subséquent, Section 7.33 – Priorité des documents est par la Présente SUPPRIMÉ ET REMPLACÉ PAR le texte SUIVANT :

7.33 Priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste ci-après, c'est le libellé du document qui vient en premier sur cette liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste :

- a) les articles du présent accord, y compris les clauses du guide des CUA qui y sont intégrées par renvoi;
- b) les conditions générales supplémentaires, dans l'ordre suivant :
 - (i) 4008, (2008-12-12) Renseignements personnels;
 - (ii) 4006, (2010-08-16) L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
 - (iii) 4003, (2010-08-16) Logiciels sous licence; and
 - (iv) 4004, (2013-04-25) Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence.
- c) les conditions générales 2035 (2020-05-28) - besoins de services plus complexes;
- d) les conditions générales 2030 (2020-05-28) - besoins de biens plus complexes;
- e) Annexe A – Énoncé des travaux;

- f) Annexe B – Base de paiement;
- g) Annexe C – Liste de vérification des exigences en matière de sécurité;
- h) Annexe D – Définitions et interprétations;
- i) Annexe E – Obligations relatives à la vie privée;
- j) Annexe F – Intégrité de la chaîne d'approvisionnement;
- k) les autorisations de tâches signées ainsi que les attestations nécessaires;
- l) Annexe G – Formulaires d'autorisation de tâche;
- m) Annexe H – Paiements progressifs;
- n) Annexe I – Formulaires du soumissionnaire;
- o) la soumission de l'entrepreneur datée du ____ (insérer la date de la soumission)

2. Afficher les questions et réponses :

Question #	Question	Réponse
133	Dans la Partie 7 « Clauses du contrat subséquent » (7.21 Base de paiement), on peut lire ce qui suit : « Le prix de lot ferme tout compris comprend la livraison d'une solution prototype. Cette livraison comprend les droits d'utilisation, les octrois d'accès, la formation des utilisateurs, la documentation du logiciel, la garantie, ainsi que l'entretien et le soutien, les renoncations, les ententes de non-divulgaration et tout autre lancement destiné au Canada aux fins de l'évaluation des capacités et de la convivialité (ÉCC). » Le Canada peut-il préciser ce qui est entendu par la garantie, l'entretien et le soutien spécifiques à un prototype? Si le soumissionnaire n'est pas retenu,	La solution prototype est nécessaire pour que le Canada puisse mener l'évaluation des capacités et de la convivialité (ÉCC) et le test de validation de la proposition, s'il y a lieu. Le Canada s'attend à ce que le prototype soit appuyé, maintenu et garanti pendant toute la période du marché initial, pendant laquelle il évaluera les solutions prototypes. Les exigences de l'étape 1 en ce qui a trait à la garantie, à la maintenance et au soutien du prototype s'appliquent à l'entrepreneur que le Canada a choisi pour exercer l'option de l'étape 2.

Question #	Question	Réponse
134	<p>veuillez confirmer que cette exigence ne s'applique pas.</p> <p>Section 4.6 – Déploiement infonuagique</p> <p>Tenant compte de ce que l'on trouve dans la Section 4 – Architecture de système, point a), et dans l'Appendice G – Tableaux de référence pour le modèle de services infonuagiques, point 1, le produit relatif au modèle de services infonuagiques précisé dans la Section 4.6 – Déploiement infonuagique et les tableaux G 1 et G 2 font partie du livrable de l'architecture de système de la phase 2.</p> <p>Suivant la structure de l'appel d'offres, il s'agit donc de produits livrables de la phase 2 et il n'est pas nécessaire de les inclure dans la soumission. Selon la Section 3.4 – Section 1 : Soumission technique, point b) 5, le soumissionnaire n'est tenu de fournir des détails sur les services infonuagiques requis (c. à d. les tableaux G 1 et G 2) et la liste des logiciels proposés qu'avant l'attribution du contrat.</p> <p>Aux points 2. c. et f. de l'Appendice G – Tableaux de référence pour le modèle de services infonuagiques, on indique que ces renseignements seront utilisés pour calculer le coût de l'hébergement des ressources infonuagiques dans l'espace infonuagique de la GRC. Ce coût n'est toutefois inclus dans aucune évaluation financière, et les renseignements demandés ne doivent être fournis qu'à la phase 2.</p> <p>Comment le gouvernement du Canada évaluera-t-il équitablement les soumissions qui proposent d'utiliser l'option d'espace infonuagique de la GRC où aucun coût d'hébergement ne doit être fourni par les soumissionnaires, et les soumissions qui</p>	<p>Le Canada évaluera objectivement les soumissions conformément aux exigences de la demande de propositions. Il s'agit d'un processus concurrentiel ouvert qui permet à diverses options de prestation de solutions de remplir les exigences du Canada. Les soumissionnaires doivent donc à leur disposition une solution de modèle de prestation pour répondre aux exigences du Canada et pour soumettre des prix conformément aux tableaux des prix à l'annexe B – Base de paiement. Les évaluations financières et la méthode de sélection du Canada seront menées objectivement, conformément à la demande de propositions.</p>

Question #	Question	Réponse
	<p>proposent une solution intégrant un SaaS ou une PaaS publique où la solution sera hébergée par l'entrepreneur? Les soumissionnaires ne sont pas tenus de soumettre les renseignements demandés au gouvernement du Canada pour calculer le coût de l'hébergement dans l'espace infonuagique de la GRC.</p> <p>Ainsi, les soumissions qui proposent l'option d'espace infonuagique de la GRC excluront le coût de l'infrastructure, tandis que les soumissions qui proposent l'une des deux autres options incluront le coût de l'infrastructure. Cela donne un avantage à l'option d'hébergement dans l'espace infonuagique de la GRC.</p>	
135	<p>Appendice F – Données volumétriques</p> <p>Les données volumétriques prévues sont fournies, mais aucun volume de pointe n'est inclus.</p> <p>Les soumissionnaires ont-ils raison de supposer une distribution uniforme de ces volumes tout au long de l'année, le gouvernement du Canada ne s'attendant pas à ce qu'il y ait des périodes de pointe où les signalements en matière de cybercriminalité augmentent ou diminuent de manière significative? Entre autres exemples, le gouvernement du Canada ne s'attend pas à une augmentation significative des signalements en matière de cybercriminalité (ou transactions) pendant la période des impôts par rapport au reste de l'année. Si une distribution plate n'est pas une hypothèse correcte, le gouvernement Canada peut-il fournir les données volumétriques de pointe que les soumissionnaires devraient utiliser?</p>	<p>Le Canada peut confirmer qu'il y a aussi bien une période pendant laquelle le volume est plus élevé que d'habitude qu'une période pendant laquelle il est moins élevé que d'habitude. Cependant, conformément à l'annexe A – Énoncé de travail – 3.1 Étendue des travaux b) La Solution doit être évolutive et souple (à la hausse et à la baisse) pour s'adapter aux fluctuations des volumes opérationnels.</p> <p>Conformément à l'annexe A – Énoncé de travail – 3.17 c) La Solution du fournisseur doit être élastique et pouvoir passer à l'échelle afin de tenir compte d'un nombre d'utilisateurs plus ou moins élevé que les estimations ainsi que de la croissance du nombre de transactions et des volumes de données, en plus des fluctuations à court terme en matière d'acquisition de données et de méthodes de traitement.</p>

Question #	Question	Réponse
136	<p>Appendice F – Données volumétriques</p> <p>Les données volumétriques estimées qui sont fournies sont réparties en six catégories.</p> <p>Le gouvernement du Canada peut-il confirmer que la mise en correspondance suivante de ces catégories de données avec les demandes entrantes de la SNC est correcte?</p> <p>a) La transaction de type A correspond aux demandes de service générées via le P3.</p> <p>i. Quelle est la proportion de ces demandes qui devraient être des courriels sécurisés?</p> <p>ii. Avons-nous raison de supposer que les demandes de service ne sont pas soumises aux mêmes considérations relatives à la chaîne de possession que les signalements en matière de cybercriminalité?</p> <p>b) La transaction de type B correspond aux signalements en matière de cybercriminalité reçus via le P3.</p> <p>i. Quelle est la proportion de ces demandes qui devraient être des courriels sécurisés?</p> <p>c) La transaction de type C correspond aux signalements en matière de cybercriminalité reçus via le P3.</p> <p>i. Quelle est la proportion de ces demandes qui devraient être des courriels sécurisés?</p> <p>d) La transaction de type D correspond aux signalements en matière de cybercriminalité reçus via le P3.</p>	<p>a) Ces transactions seront surtout reçues à l'aide du P3, mais certaines sources seront toujours à l'extérieur de celui-ci. Les partenaires internationaux constituent un excellent exemple de sources qui pourraient ne pas avoir accès au P3 – et qui utiliseront d'autres moyens établis pour communiquer (p. ex. SIENA, FBI Law Enforcement Portal [LEEP]).</p> <p>i. L'objectif de la GRC, avec le SNR et le P3 en place, est de traiter la plupart des demandes et des interactions avec les partenaires à l'aide du P3. Le courriel protégé sera toujours une option qui permettra aux partenaires de communiquer avec l'UNCLC.</p> <p>ii. Les exigences liées aux demandes de service en ce qui a trait à la chaîne de possession dépendront du type de demande de service. Toutes les demandes sont visées par les exigences en matière de saisie, de vérification et de divulgation.</p> <p>b) Encore une fois, l'objectif est de faire en sorte que la plupart des sources canadiennes utilisent le P3, mais certaines ne seront pas en mesure de le faire. Voir le paragraphe a).</p> <p>c) Voir b). Veuillez noter que les exigences liées au transfert des fichiers volumineux s'appliqueront.</p> <p>d) Voir b). Veuillez noter que les exigences liées au transfert des fichiers volumineux s'appliqueront.</p> <p>e) Vrai. Ce volume fait allusion aux rapports publics reçus à l'aide du SNSCF.</p> <p>f) Ce type de transaction renvoie à la réception de renseignements liés à la cybercriminalité de diverses sources d'application de la loi (internes et externes à la GRC), de sources ouvertes ou d'autres sources de</p>

Question #	Question	Réponse
	<p>i. Nous supposons qu'aucun d'entre eux ne sera soumis au moyen d'un courriel sécurisé. Est-ce exact?</p> <p>ii. Le très gros fichier nécessite-t-il le calcul d'une valeur de hachage?</p> <p>e) La transaction de type E correspond aux signalements en matière de cybercriminalité reçus via le site Web de signalement destiné au public.</p> <p>f) La transaction de type F correspond aux interfaces externes qui devront être prises en charge pour la SNC en ce qui concerne les capacités d'échange de données 3.6 – Importer et exporter des fichiers et 5.4 – Taxonomie et normes pour la transmission de données.</p>	<p>renseignements sur la menace que fait peser la cybercriminalité, comme l'indique le tableau F-1.</p>
137	<p>3.3.1.3 – Procédure de traitement des fichiers volumineux et 5.3.1.4 données saisies en masse</p> <p>Ces deux éléments font mention de la nécessité de déplacer d'importantes quantités de données.</p> <p>La taille d'un seul fichier peut être le facteur le plus limitatif, plutôt que la taille totale de l'ensemble de données. Veuillez confirmer si un seul fichier dans les transferts sera de plus de 1 téraoctet, et si oui, si un fichier individuel peut avoir plus de 5 téraoctets.</p> <p>Quel traitement est effectué après la réception de ces fichiers volumineux, et quel rôle la SNC joue-t-elle dans ce traitement après réception? Entre autres exemples, peut-il s'agir d'un fichier zip ou d'un fichier d'archive contenant plusieurs fichiers (p. ex. des rapports en format PDF, des fichiers d'images, des fichiers d'enregistrement audio et vidéo, etc.) qui sera téléchargé vers un poste de travail de la GRC et</p>	<p>Comme l'indique la section 5.3, le Canada s'attend à ce que la solution soit en mesure d'ingérer et de transférer des données à l'aide d'un support physique et par voie électronique (p. ex. source ouverte en ligne ou sources de données internes), y compris des transferts de fichiers volumineux (p. ex. au moins > 1 téraoctet). Cela inclut la détection d'une pièce jointe qui est trop volumineuse et un avertissement à l'utilisateur que la procédure de traitement des fichiers volumineux est nécessaire pour traiter le fichier (voir 3.3.1.3). Le Canada s'attend à ce que les transferts de fichiers uniques plus volumineux que 1 téraoctet soient appuyés par la procédure de traitement des fichiers volumineux. Comme l'indique l'annexe F, les soumissions pour les enquêtes majeures peuvent atteindre 20 téraoctets– mais qui peuvent être beaucoup moins ou plus volumineuses. Ces soumissions pourraient être ingérées à l'aide du transfert de fichiers volumineux ou d'un support matériel.</p>

Question #	Question	Réponse
	décompressé et dont les fichiers seront alors versés dans la SNC par la GRC?	Les soumissions peuvent être constituées de divers fichiers et de divers formats.
138	Une fois terminé le contrôle de validation du prototype (CVP), veuillez nous confirmer que le soumissionnaire peut déclasser l'environnement prototype et qu'il n'a plus d'obligations concernant celui-ci.	Le prototype est un produit minimal viable. Conformément à l'annexe A 2.5 c), la solution prototype déployée aux fins de la validation de la proposition doit être une solution prototype de qualité production qui fonctionne. Le prototype visé par l'ECC sera utilisé en tant que produit minimal viable. Les caractéristiques et la fonctionnalité décrites à l'annexe C – modèle de capacité opérationnelle de la SNC seront ajoutées au produit minimal viable pendant l'étape 2 du projet. La solution prototype déployée pour la validation de la proposition ne doit pas exiger un réaménagement en profondeur avant d'être déployée.
139	<p>Au paragraphe 01(3) des Conditions générales supplémentaires 4006, on précise : « En cas de divergence entre les conditions générales et les présentes conditions générales supplémentaires, les dispositions pertinentes des présentes conditions générales supplémentaires l'emporteront. Si les conditions générales comprennent un article intitulé "Droits d'auteur", elles sont modifiées en supprimant la totalité de cet article. »</p> <p>Veillez confirmer que les conditions générales supplémentaires 4006 s'appliquent sans égard à la priorité des documents mentionnée dans la section 7.33 de la partie 7 de la demande de propositions.</p> <p>Dans votre réponse, veuillez garder à l'esprit que si le Canada refuse de fournir cette confirmation, il sera impossible d'établir avec certitude la propriété du droit d'auteur visant les produits livrables, ce qui pourrait entraîner des litiges inutiles entre le Canada et l'entrepreneur.</p>	Confirmer – les conditions générales supplémentaires 4006 ont préséance s'il existe une disparité entre les conditions générales et les conditions générales supplémentaires 4006. Voir la modification.

Sollicitation No. - N° de l'invitation
M7594-205915/D
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-205915

Amd. No. - N° de la modif.
013
File No. - N° du dossier
155xl.M7594-205915

Buyer ID - Id de l'acheteur
164XL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES RESTENT INCHANGÉS.